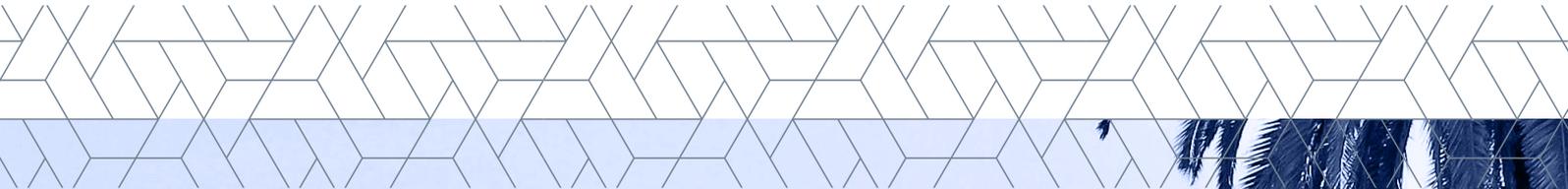


DCAF

Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève



Renforcer la bonne gouvernance et l'Etat de droit au Maroc



Le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité – DCAF a pour mission de renforcer la sécurité de l'Etat et de ses citoyens dans le respect de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance démocratique, de l'égalité des genres et des droits humains. Le DCAF assiste des Etats partenaires et la communauté internationale dans leurs efforts pour renforcer la gouvernance du secteur de la sécurité en la matière:



Appui au renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité



Développement de politiques de sécurité efficaces et responsables



Promotion de réformes inclusives, participatives et sensibles au genre

Domaines d'intervention du DCAF:



Assistance technique aux processus de réforme et de bonne gouvernance



Renforcement des capacités des acteurs étatiques et non-étatiques



Publication de recherches et de produits d'information



Promotion de bonnes pratiques internationales de gouvernance



Conseil en matière de législation et de politiques relatives au secteur de la sécurité

L'importance de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité et de la justice au Maroc

› INTRODUCTION

La Constitution du Maroc de 2011 affirme le ferme engagement du Royaume en faveur de l'Etat de droit et de la protection des droits de l'homme, conformément aux instruments juridiques internationaux. Le texte constitutionnel propose un nouveau modèle de gouvernance, notamment par la création d'institutions de contrôle indépendantes chargées de promouvoir les droits humains, la bonne gouvernance et le développement humain.

Depuis 2004, les travaux de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) ont fait de la gouvernance sécuritaire et de la réforme de la justice une priorité de la démocratie. Des réformes ont été entreprises pour renforcer la redevabilité, la transparence, et l'efficacité du secteur sécurité. La confiance de la population en des institutions légitimes et efficaces, dans le respect de l'Etat de droit, la prévention des mauvais traitements, la promotion de l'intégrité et de la responsabilité constituent d'autres priorités de politique nationale.

Le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité - DCAF s'engage depuis 2006 auprès des institutions gouvernementales, des instances de supervision et des organes de protection des droits de l'homme afin d'accompagner les autorités marocaines dans la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité et de la justice.

Le programme du DCAF au Maroc est financé par le Fonds d'Affectation pour l'Afrique du Nord (TFNA), créé en 2012 dans l'objectif de répondre avec rapidité et flexibilité aux demandes d'assistance provenant des gouvernements égyptien, libyen, marocain et tunisien.

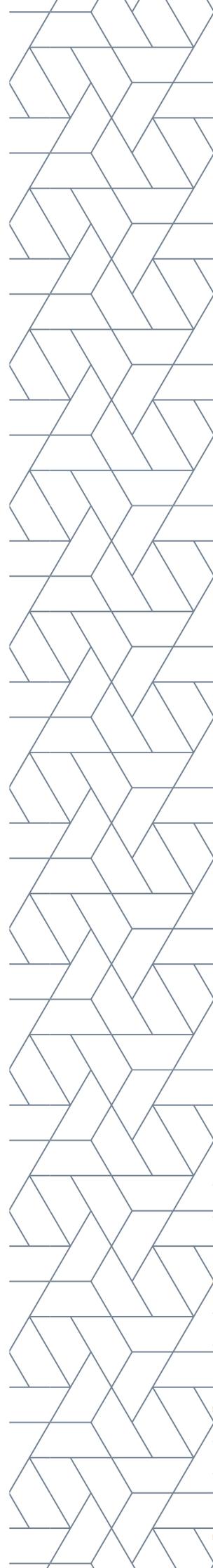


Axes d'intervention

Le DCAF vise à soutenir la transition démocratique du Maroc et à promouvoir la bonne gouvernance de la justice et de la sécurité. Le programme d'action du DCAF est coordonné avec les acteurs nationaux impliqués dans la réforme du secteur de la sécurité et de la justice.

› L'APPUI DU DCAF AU MAROC:

- » **Appui au renforcement du contrôle parlementaire ou indépendant:** afin de renforcer la redevabilité et la reddition des comptes, le DCAF a vocation à travailler avec les parlements et les institutions de contrôle. Dans ce contexte, les projets du DCAF visent par exemple à promouvoir l'intégrité du secteur sécurité ou à renforcer le cadre de protection des données à caractère personnel.
- » **Appui à la communication et au partage de l'information:** le DCAF soutient les efforts de promotion de l'accès à l'information, de transparence, et de renforcement de la communication. Il contribue aux débats, forme aux bonnes pratiques, et organise des cycles de formation, notamment à la communication de crise.
- » **Assistance légale:** un cadre réglementaire clair et cohérent, aligné sur les normes internationales, est essentiel pour un secteur de la sécurité démocratique et responsable. À cette fin, le DCAF encourage des processus d'adaptation normative, et favorise la promotion et la dissémination de cadres légaux pertinents, notamment concernant la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention contre la Torture.
- » **Dialogue inclusif sur les besoins et les politiques de sécurité:** le DCAF facilite un dialogue inclusif sur les besoins des citoyens en matière de sécurité, en soutenant les initiatives proposées par les partenaires marocains, notamment l'évaluation des besoins de sécurité au niveau des communautés locales et la promotion d'un débat sur l'intégration des politiques de genre dans la gouvernance du secteur de la sécurité. Ces efforts contribuent ainsi à la prévention de l'extrémisme violent chez les jeunes au Maroc.
- » **Appui au changement du secteur sécurité:** le DCAF soutient la gestion du changement dans le secteur de la sécurité et de la justice au Maroc en appuyant la mise en œuvre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture (OPCAT). Plus spécifiquement, le DCAF renforce les capacités des magistrats, du personnel pénitentiaire et des médecins légistes à remplir les obligations qui découlent de la ratification de l'OPCAT par le Royaume du Maroc en 2014.

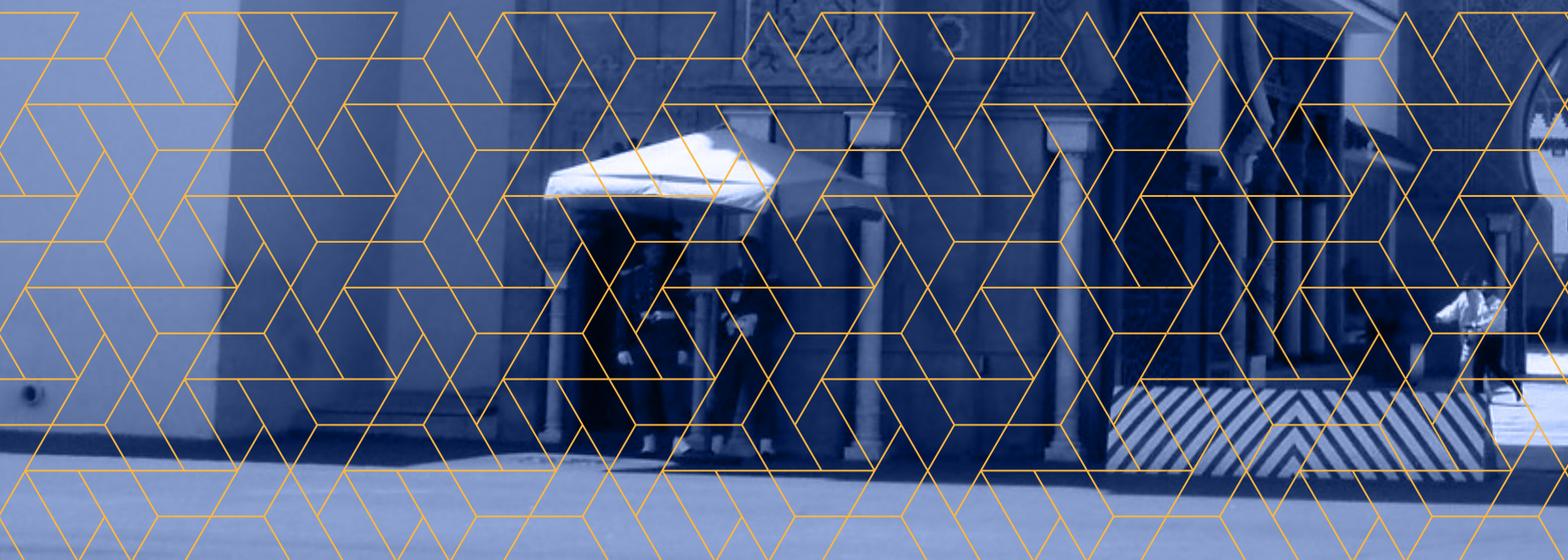


Valeur ajoutée du DCAF

Le DCAF considère qu'un secteur de la sécurité démocratique, responsable et efficace est une condition fondamentale pour améliorer les conditions d'existence des populations, réduire la pauvreté et les risques de conflits, prévenir l'extrémisme violent, et créer un environnement propice au développement durable.

Le DCAF a donc identifié trois axes d'intervention majeurs permettant de renforcer la sécurité nationale et des citoyens:

- » Appui direct aux partenaires nationaux pour la mise en œuvre de réformes inclusives afin de renforcer l'efficacité et la responsabilité des prestataires de services de sécurité;
- » Assistance aux organisations internationales afin de consolider leurs capacités en matière d'appui au processus de réforme du secteur de la sécurité;
- » Contribution à l'élaboration de politiques internationales et au développement d'outils de connaissances sur la bonne gouvernance du secteur de la sécurité.



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Pour plus d'informations:

Cécile Lagoutte

Programme Manager Maroc

✉ c.lagoutte@dcaf.ch

DCAF Genève

P.O. Box 1360

CH-1211 Genève 1

Suisse

✉ info@dcaf.ch

☎ +41 (0) 22 730 95 11

www.dcaf.ch

